



Plus de 80% des ménages touchés par l'ouragan Harvey n'ont pas d'assurance inondation

Par [Niles Niemuth](#)

Mondialisation.ca, 04 septembre 2017

[wsws.org](#) 1 septembre 2017

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Histoire, société et culture](#)

La crise pour des dizaines de milliers de personnes dans la région autour de Houston au Texas ne fait que commencer puisque la vaste majorité d'entre eux n'ont pas d'assurance inondation pour couvrir les dégâts que leur maison a subis.

Seulement 16% des ménages dans les 18 comtés du Texas qui ont été déclarés zone sinistrée ont des assurances inondation, selon *Pew Charitable Trust*. Entre 80 et 85% des maisons de Houston n'ont pas d'assurance inondation.

Malgré le développement et l'expansion rapide des dernières années, dans le comté de Harris, où se situe Houston, 25.000 propriétés de moins qu'en 2012 sont couvertes par des assurances inondation.

De nombreux travailleurs ne pouvaient plus se permettre des assurances inondation en plus de toutes leurs autres dépenses lorsque le Congrès a approuvé une augmentation des primes en 2012, contribuant au déclin du nombre de ménages payant pour des assurances inondation.

En plus, les cartes de risques d'inondation de l'Agence fédérale des situations d'urgence (FEMA) qui sont utilisées pour déterminer qui a droit aux assurances sont désuètes. Les régions autour de Houston et ailleurs aux États-Unis, qui ne sont pas désignées comme étant à haut risque d'inondation, ont subi régulièrement des inondations ces dernières années.

«Beaucoup de zones de la région de Houston ne sont pas des zones inondables identifiées par FEMA», a dit Larry Larson, conseiller principal des politiques à l'*Association of State Floodplain Managers* au *Houston Chronicle*. «Mais elles ont été frappées quand même.»

En raison des risques et de l'incertitude, l'assurance inondation aux États-Unis n'est seulement disponible à des millions de personnes qu'à travers le Programme national d'assurance inondation (NFIP). Le coût annuel moyen des assurances inondation au Texas peut grimper jusqu'à 2000\$ dans les zones inondables désignées.

Ceux qui ont la chance d'avoir des assurances inondation sont assurés jusqu'à 250.000\$ pour couvrir les coûts de reconstruction et jusqu'à 100.000\$ pour remplacer leurs biens personnels. Pour beaucoup d'entre eux, cela ne sera pas assez pour couvrir le coût total de leurs pertes.

Ceux qui n'ont pas d'assurance et dont les maisons sont devenues inhabitables à cause des

inondations peuvent demander un prêt de 33.000\$ pour couvrir les coûts de reconstruction et d'hébergement à l'hôtel. Des prêts à faibles taux sont également disponibles à travers la *Small Business Administration*.

Toutefois, les propriétaires doivent lutter bec et ongles contre le gouvernement pour même recevoir ce petit montant. «FEMA doit croire que votre maison est endommagée si substantiellement qu'il n'y a aucune partie de votre maison que vous puissiez habiter», afin de recevoir une subvention, a dit Sandra Brown, une avocate de la région de Houston, au *Washington Post*.

Le Programme national d'assurance inondation a été poussé à sa limite après les désastres répétés des 12 dernières années. Après avoir payé les demandes pour l'ouragan Katrina en 2005 et l'ouragan Sandy en 2012, le NFIP est endetté de 25 milliards de dollars. Il n'est autorisé qu'à emprunter 30 milliards \$.

Des emprunts additionnels pour financer le programme exigeront l'approbation du Congrès. La charte du NFIP arrivera à échéance le 30 septembre sans une nouvelle autorisation du Congrès. Si le programme n'était pas autorisé à nouveau, les paiements des réclamations pour l'ouragan Harvey seraient retardés et il n'y aurait plus de polices d'assurance inondation émises à l'échelle nationale.

Niles Niemuth

Article paru en anglais, WSWS, le 1^{er} septembre 2017

La source originale de cet article est wsws.org
Copyright © [Niles Niemuth, wsws.org](http://wsws.org), 2017

Articles Par : **[Niles Niemuth](#)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca